

LES

DÉ UN



Une enquête exclusive. "Marianne" mesure l'ampleur des déserts médicaux dans 314 villes à travers le temps d'attente requis pour décrocher un rendez-vous chez un généraliste, un dentiste, mais aussi chez des spécialistes comme le dermato, l'ophtalmo ou le gynéco. Des délais effrayants sur une bonne moitié du territoire. **PAR FRANCK DEDIEU**

« Bien noté, docteur. Donc, rendez-vous le vendredi 23 septembre 2022. Merci. » Non, pas d'erreur de frappe. Le patient et son médecin se verront bien dans un an. Aux quatre coins du pays, des spécialistes imposent de tels délais aux nouveaux patients, décidément bien nommés. À Moulins (Allier), Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) ou encore Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), le premier créneau pour un dermatologue ne s'ouvre pas

DÉSERTS MÉDICAUX, SCANDALE FRANÇAIS



avant l'été 2022. Même échéance pour voir un gynécologue à Albi (Tarn) ou Nîmes (Gard). Des millions de Français vivent depuis bien longtemps dans ce fameux « désert médical » et en ressentent les effets délétères. Mais, pour la première fois avec ce niveau de précision, un hebdomadaire en mesure concrètement l'ampleur, détermine en quelque sorte les contours exacts de ces zones sans blouses blanches, sans cesse évoquées mais jamais

quantifiées. Cette enquête exclusive – réalisée dans 314 communes avec le concours de Clientela, spécialiste de l'enquête téléphonique (quelque 9 600 appels passés) – pointe, avec la vérité crue des chiffres, l'inégalité d'accès aux soins sur le territoire et ses conséquences directes sur la santé publique. Des résultats globaux pour s'en convaincre : pour obtenir un rendez-vous (visite de contrôle, donc sans urgence, pour un nouveau patient) chez un géné-

raliste, il faut attendre en moyenne vingt et un jours*. Le délai monte à trois mois pour s'insérer dans l'agenda d'un dentiste ou d'un gynécologue. À quatre mois et demi pour décrocher un dermatologue et même à plus de cinq mois pour un ophtalmologue. Et encore, derrière ces moyennes nationales se cachent des disparités inouïes. Dans une ville sur neuf, un généraliste impose deux mois d'attente (mention spéciale pour Rouen avec 164 jours d'attente). Le dentiste fait aussi lambiner plus de quatre mois sur un tiers du territoire (presque un an à Versailles). Plus grave, dans 81 villes (soit un quart de l'échantillon), aucun pédiatre ne prend de nouveaux clients à une trentaine de kilomètres à la ronde (lire p. 16). Aujourd'hui se pratique donc un « tourisme » médical à l'intérieur même du pays. Des Havrais et des Rémois vont à Paris pour une visite chez l'ophtalmologue (lire p. 22). Pas étonnant : les déserts médicaux ne se trouvent pas seulement dans des zones faiblement peuplées, mais s'étendent désormais dans des villes plus denses, comme Orléans (Loiret) (lire p. 24) ou Albertville (Savoie). Or, pas besoin d'un doctorat en médecine pour le comprendre : des prises en charge tardives peuvent très mal tourner (lire p. 26). Alors, bien sûr, la France peut encore faire reculer le désert médical. Il faut de l'argent, mais surtout une volonté politique. La campagne présidentielle devrait aussi se faire dans les salles d'attente. ■

* Tous les délais d'attente exprimés en jours correspondent à la moyenne pour obtenir deux rendez-vous (afin d'éviter l'écueil des appels aléatoires – voir méthodologie p. 10).

LES DIAGONALES DU V

“Marianne” dresse un panorama des inégalités d'accès aux soins dans 314 villes françaises. Quelque 9 600 coups de téléphone passés pour décrocher un rendez-vous. Le quinté du désert médical : Château-Chinon, Pithiviers, La Châtre, Montdidier et Nyons. Les mieux lotis : Aix-en-Provence, Montpellier et Le Havre. Entre ces deux mondes, des écarts saisissants, véritables entorses à la promesse d'accès aux soins pour tous. **PAR SÉBASTIEN GROB**

Une brèche dans le pacte républicain. Financée en commun par les Français, la Sécurité sociale permet à tous de profiter de soins de base remboursés aux quatre coins du pays. Mais, pour en bénéficier, encore faut-il trouver un cabinet où utiliser sa carte Vitale. Voilà où le bât blesse : dans un éventail de plus en plus large de territoires français, souvent appelés « déserts médicaux », cette promesse d'égalité se heurte à une pénurie grandissante de soignants. Des millions de Français peinent aujourd'hui à trouver un médecin traitant, ou font face à des délais d'attente exorbitants pour un rendez-vous chez un spécialiste. Et notre enquête dans 314 villes en mesure l'ampleur.

Alors que le critère du nombre de médecins est le plus souvent étudié, nous nous sommes

intéressés aux délais d'attente, qui illustrent de façon concrète l'accessibilité aux soins. Quelque 9 600 appels ont été passés (lire la méthodologie ci-dessous) chez des praticiens libéraux de l'ensemble des préfectures et sous-préfectures de la France métropolitaine, afin de prendre une série de rendez-vous. Environ 3 500 créneaux ont ainsi été obtenus auprès de généralistes et de cinq types de spécialistes : pédiatres, gynécologues, ophtalmologues, dermatologues et dentistes.

Impasses en série

La méthode a, bien sûr, ses limites. Clientela, le prestataire chargé de l'étude a, d'abord, reposé le combiné après avoir décroché deux rendez-vous, plutôt qu'après avoir contacté l'ensemble des praticiens de chaque territoire. D'où un biais



GÉNÉRALISTES

Aucune ville sans rendez-vous.	
Moyenne nationale	21 jours
FLOP 5	Délai de RDV
Les Andelys	313 jours
Nice	231 jours
Rouen	164 jours
Bar-sur-Aube	148 jours
Carcassonne	146 jours
TOP 2	Délai de RDV
Vienne	1 jour
Castres	1 jour

lié au tirage au sort. De plus, les rendez-vous ont été pris pour une visite « de contrôle » formulée par de nouveaux clients : les délais présentés ne reflètent donc pas tout à fait ceux que subissent les patients, déjà inscrits chez leur praticien et sollicitant une consultation d'urgence. Une fois ces précautions prises, deux constats demeurent : des écarts importants se dégagent d'un bassin de vie à l'autre et des pénuries criantes apparaissent dans certaines villes.

En témoignent les nombreux cas où aucun rendez-vous n'a pu être trouvé. Une consultation s'est révélée impossible (après appels

MÉTHODOLOGIE

- Notre étude intègre l'ensemble des préfectures et sous-préfectures de la France métropolitaine (à l'exception de la petite couronne parisienne, pour cause de biais méthodologique). Un périmètre a été défini autour de chaque ville, en reprenant le zonage administratif des « arrondissements » (un échelon méconnu entre le département et le canton). Pour chacun des territoires obtenus, l'ensemble de leurs médecins libéraux a été compilé sur une liste. Puis ces derniers ont été appelés au hasard par Clientela, spécialiste de l'enquête téléphonique, pour demander un rendez-vous non urgent (« visite de contrôle »).
- Dans chaque zone, les appels effectués en juin se sont poursuivis jusqu'à décrocher deux créneaux, ou jusqu'à avoir appelé sans succès l'ensemble des médecins. Nous avons ensuite combiné les résultats observés pour les différentes spécialités, en faisant chaque fois la moyenne des délais d'attente obtenus. Lorsqu'un rendez-vous était disponible à moins de 20 minutes en voiture, nous n'avons pas pris en compte les éventuels autres créneaux plus éloignés. En plus de ce filtre, nous avons également appliqué une pénalité en fonction du temps de trajet nécessaire pour atteindre le praticien, en reprenant une grille établie par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

DE MÉDICAL



à l'ensemble du vivier local) dans environ 4 % des villes pour les ophtalmologues, et dans 12 % des cas pour les gynécologues. Pis, aucun dermatologue n'accorde de visite dans une ville sur six, et même aucun pédiatre dans un quart des communes. Cette dernière spécialité se révèle d'ailleurs inaccessible dans plusieurs villes de taille moyenne: Évreux (Eure) et ses 49 000 habitants, par exemple.

Les régions sont loin d'être à égalité face à ces impasses. Au contraire, les cas où il est impossible de décrocher un rendez-vous se concentrent dans certaines zones. Dans 57 d'entre elles, aucun

créneau n'a ainsi été trouvé pour au moins deux spécialités différentes. Avec ses 19 500 habitants, Bressuire (Deux-Sèvres) est la plus grande de cette catégorie. En poussant le curseur un cran plus loin, il y a 22 zones où aucune consultation n'a été décrochée pour trois spécialités ou plus. La plus importante étant cette fois Autun (Saône-et-Loire), avec ses 14 000 habitants. Enfin, quatre sous-préfectures cumulent chacune quatre spécialités sans rendez-vous: Florac-Trois-Rivières (Lozère), Mirande (Gers), Vouziers (Ardennes) et Château-Chinon (Nièvre). En revanche, un rendez-vous a pu être pris chez >

NOTRE PALMARÈS EXCLUSIF

Rang sur 314	Territoire	Dentiste	Dermatologue	Généraliste	Gynécologue	Ophtalmologue	Pédiatre	En nombre de jours						
								Moyenne nationale	98	140	21	101	158	74
232 ^e	Abbeville	81	233	14	107	154	181							
263 ^e	Agen	162	239	53	95	260	65							
1 ^{er}	Aix-en-Provence	32	53	3	8	30	20							
4 ^e	Ajaccio	11	90	7	19	53	66							
276 ^e	Albertville	237	154	9	174	222	234							
269 ^e	Albi	185	142	7	356	132	164							
117 ^e	Alençon	147	87	15	89	143	65							
175 ^e	Alès	48	199	8	77	196	123							
230 ^e	Altkirch	144	PRdV	5	117	188	PRdV							
218 ^e	Ambert	62	PRdV	6	PRdV	190	PRdV							
12 ^e	Amiens	21	90	5	93	33	46							
277 ^e	Ancenis-St-Géréon	163	284	13	PRdV	101	PRdV							
155 ^e	Angers	109	145	68	86	79	89							
65 ^e	Angoulême	118	146	5	76	108	73							
32 ^e	Annecy	56	193	8	57	30	33							
303 ^e	Apt	203	141	5	69	226	154							
127 ^e	Arcachon	16	154	1	106	94	15							
179 ^e	Argelès-Gazost	37	213	14	182	26	61							
260 ^e	Argentan	94	167	5	144	120	PRdV							
48 ^e	Argenteuil	132	117	2	52	17	10							
138 ^e	Arlès	106	85	9	89	96	123							
61 ^e	Arras	143	217	2	75	20	59							
281 ^e	Aubusson	34	PRdV	9	PRdV	264	PRdV							
186 ^e	Auch	104	317	2	98	242	141							
174 ^e	Aurillac	69	134	15	128	343	20							
235 ^e	Autun	74	PRdV	3	PRdV	201	PRdV							
42 ^e	Auxerre	148	155	1	51	104	49							
283 ^e	Avallon	187	PRdV	10	PRdV	4	PRdV							
264 ^e	Avesnes-sur-Helpe	105	253	5	95	8	21							
54 ^e	Avignon	95	110	4	52	144	172							
258 ^e	Avranches	143	124	9	235	205	117							
215 ^e	Bagnères-de-Bigorre	63	241	14	PRdV	103	PRdV							
137 ^e	Bar-le-Duc	239	153	5	133	165	12							
247 ^e	Bar-sur-Aube	132	87	148	PRdV	113	PRdV							
251 ^e	Barcelonnette	105	342	73	125	104	PRdV							
35 ^e	Bastia	76	104	5	75	94	106							
53 ^e	Bayeux	64	45	10	61	119	122							
153 ^e	Bayonne	111	156	3	142	2	56							
155 ^e	Beaune	156	74	5	54	167	PRdV							
7 ^e	Beauvais	14	64	16	56	12	16							
33 ^e	Belfort	41	152	8	41	133	43							
272 ^e	Bellac	126	PRdV	9	PRdV	143	PRdV							
122 ^e	Belley	127	100	6	31	192	54							
13 ^e	Bergerac	80	95	4	96	70	36							

Délai avant d'avoir un rendez-vous : ■ Très court Court Long ■ Très long
 ■ Trajet > à 20 min en voiture. ■ PRdV = pas de rendez-vous dans le territoire
 Source : Marianne / Clientela

➤ au moins un généraliste et un dentiste dans l'ensemble des villes.

En scrutant maintenant les consultations obtenues, des écarts de délais importants apparaissent entre les territoires. Exemple chez les dentistes: l'attente moyenne pour le quart des villes les mieux classées (marquées en bleu dans le tableau) atteint près de deux mois. Il faut patienter environ le double de temps dans le quart des territoires situés à l'autre bout de l'éventail. Même différence de traitement pour les généralistes: neuf jours d'attente en moyenne pour les villes bien placées, contre le triple à l'opposé du spectre. Des disparités notables sont parfois observables à l'intérieur d'un même département: distantes de 70 km, Rennes et Redon (Ille-et-Vilaine) figurent, par exemple, respectivement à la 23^e et à la 266^e place de notre classement.

Aggravation brutale

D'autres types de mesures corroborent ces inégalités. La plus précise à ce jour a été élaborée par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), le service statistique du ministère de la Santé. Ses chercheurs ont mis au point l'« Accessibilité potentielle locali-

DENTISTES

Aucune ville sans rendez-vous.	
Moyenne nationale	98 jours
FLOP 5	Délai de RDV
Versailles	346 jours
Corte	292 jours
Prades	277 jours
Compiègne	251 jours
Confolens	243 jours
TOP 2	Délai de RDV
Soissons	5 jours
Saint-Germain-en-Laye	5 jours

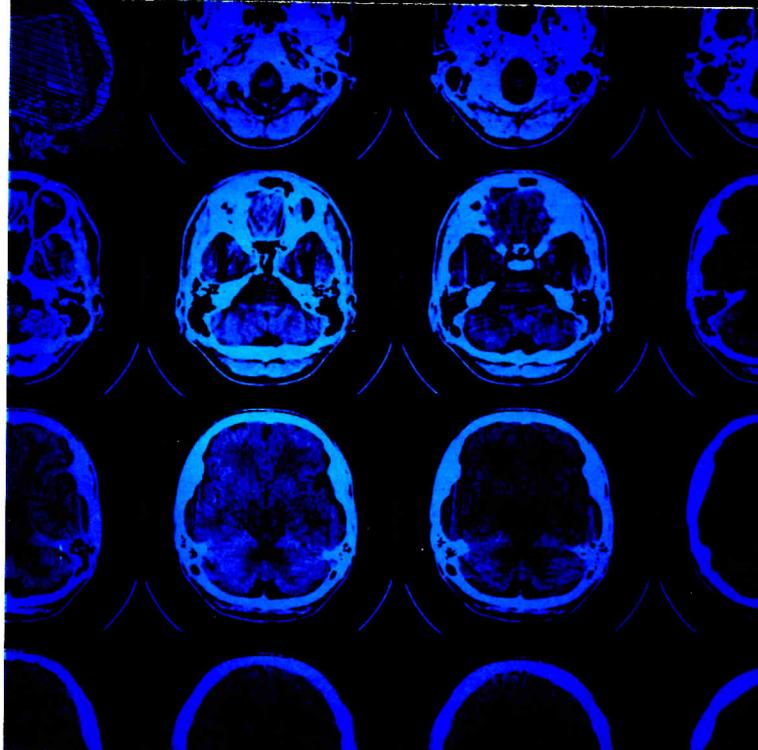
sée» (APL), qui combine l'activité des médecins généralistes et les besoins de la population. Sa valeur correspond au nombre moyen de consultations accessibles par an et par habitant. Résultat: en 2019, 6,3 % de la population vivait dans un territoire considéré comme « sous-dense » par la Drees, c'est-à-dire offrant 2,5 visites annuelles ou moins. Soit 4,2 millions de personnes.

Ce repère met aussi en évidence les écarts entre régions. Les 10 % de Français les mieux dotés ont accès à 5,7 consultations annuelles en moyenne dans leur bassin de vie, contre seulement 1,6 pour les 10 % les moins bien pourvus. « Deux types d'espace sont notamment touchés, détaille Guillaume Chevillard, géographe à l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes). Il y a d'abord des zones périurbaines,



Rang sur 314	Territoire	Dentiste	Dermatologue	Généraliste	Gynécologue	Ophtalmologue	Pédiatre						
								En nombre de jours					
								Moyenne nationale	98	140	21	101	158
168 ^e	Bernay	130	101	14	104	344	21						
153 ^e	Besançon	114	129	89	51	224	41						
171 ^e	Béthune	206	151	5	17	110	207						
80 ^e	Béziers	48	197	5	90	180	38						
177 ^e	Blaye	146	283	2	111	119	261						
65 ^e	Blois	166	141	2	20	244	18						
211 ^e	Bonneville	104	196	11	85	119	13						
182 ^e	Bordeaux	134	187	116	30	55	14						
183 ^e	Boulogne-sur-Mer	64	152	88	80	78	43						
111 ^e	Bourg-en-Bresse	52	94	40	117	232	8						
88 ^e	Bourges	80	91	16	136	116	46						
286 ^e	Bressuire	127	PRDv	23	103	224	PRDv						
110 ^e	Brest	46	106	14	311	46	23						
241 ^e	Briançon	46	PRDv	5	136	PRDv	PRDv						
283 ^e	Brignoles	101	134	9	103	187	187						
262 ^e	Brioude	155	PRDv	9	26	PRDv	PRDv						
163 ^e	Brive-la-Gaillarde	53	192	17	102	135	119						
99 ^e	Caen	154	105	11	27	184	55						
108 ^e	Cahors	88	192	9	111	165	15						
65 ^e	Calais	65	90	7	58	133	336						
250 ^e	Calvi	29	PRDv	6	148	163	PRDv						
136 ^e	Cambrai	57	268	90	13	211	27						
202 ^e	Carcassonne	28	159	146	155	328	14						
71 ^e	Carpentras	59	188	2	106	17	34						
297 ^e	Castellane	49	PRDv	7	136	PRDv	PRDv						
275 ^e	Castelsarrasin	155	PRDv	5	123	371	PRDv						
44 ^e	Castres	35	205	1	6	223	39						
309 ^e	Céret	95	164	13	115	255	PRDv						
62 ^e	Cergy	43	169	4	92	255	16						
146 ^e	Chalon-sur-Saône	175	148	5	37	332	11						
11 ^e	Châlons-en-Champagne	21	116	3	53	124	70						
6 ^e	Chambéry	7	112	2	116	13	9						
161 ^e	Charleville-Mézières	47	141	118	122	152	68						
243 ^e	Charolles	11	PRDv	52	146	218	10						
42 ^e	Chartres	37	132	4	80	78	57						
314 ^e	Château-Chinon (Ville)	144	PRDv	89	PRDv	PRDv	PRDv						
290 ^e	Château-Gontier-sur-Mayenne	144	PRDv	10	109	320	PRDv						
227 ^e	Château-Thierry	72	PRDv	49	94	202	78						
214 ^e	Châteaubriant	134	164	10	183	72	PRDv						
292 ^e	Châteaudun	232	PRDv	3	196	295	PRDv						
213 ^e	Châteaulin	105	PRDv	4	PRDv	113	PRDv						
254 ^e	Châteauroux	139	178	14	101	232	PRDv						
150 ^e	Châtelleraut	78	98	2	102	335	66						

Délai avant d'avoir un rendez-vous : ■ Très court ■ Court ■ Long ■ Très long
■ Trajet > à 20 min en voiture ■ PRDv = pas de rendez-vous dans le territoire
 Source : Marianne / Clientela



Rang sur 314	Territoire	Dentiste	Dermatologue	Généraliste	Gynécologue	Ophthalmologue	Pédiatre
En nombre de jours							
	Moyenne nationale	98	140	21	101	158	74
94 ^e	Chaumont	92	152	4	50	378	83
237 ^e	Cherbourg-en-Cotentin	92	142	9	245	214	194
207 ^e	Chinon	181	62	11	198	359	16
142 ^e	Cholet	102	147	16	69	144	108
295 ^e	Clamecy	100	PRoV	4	PRoV	PRoV	56
95 ^e	Clermont	62	PRoV	6	105	169	15
90 ^e	Clermont-Ferrand	9	141	3	121	194	18
59 ^e	Cognac	132	124	4	126	5 6	63
41 ^e	Colmar	40	190	4	180	72	30
244 ^e	Commercy	138	98	19	172	185	PRoV
93 ^e	Compiègne	251	221	10	24	103	14
265 ^e	Condom	167	PRoV	6	166	156	PRoV
297 ^e	Confolens	243	123	96	167	196	PRoV
191 ^e	Corte	292	41	8	154	115	364
64 ^e	Cosne-Cours-sur-Loire	153	230	2	76	46	73
144 ^e	Coutances	136	95	4	216	88	PRoV
9 ^e	Dax	26	129	4	4	6	136
247 ^e	Die	221	133	6	PRoV	34	PRoV
217 ^e	Dieppe	155	114	20	161	215	34
132 ^e	Digne-les-Bains	90	290	5	110	140	82
33 ^e	Dijon	53	58	7	103	207	9
109 ^e	Dinan	80	122	87	83	99	80
130 ^e	Dole	116	131	4	92	219	136
176 ^e	Douai	58	185	2	123	292	17
158 ^e	Draguignan	39	68	3	19	14	8
52 ^e	Dreux	57	33	8	86	225	39
170 ^e	Dunkerque	28	212	88	81	93	38
233 ^e	Épernay	52	229	6	181	324	151
46 ^e	Épinal	14	132	4	83	271	63
155 ^e	Étampes	155	158	6	6	252	109
141 ^e	Évreux	54	136	11	48	204	PRoV
149 ^e	Évry-Courcouronnes	97	88	7	50	39	101
119 ^e	Figeac	122	179	2	115	150	115
255 ^e	Florac-Trois-Rivières	32	PRoV	4	PRoV	PRoV	PRoV
164 ^e	Foix	45	58	98	117	223	98
18 ^e	Fontainebleau	9	189	17	43	25	7
190 ^e	Fontenay-le-Comte	124	149	6	134	142	PRoV
221 ^e	Forbach	8	168	6	157	242	118
208 ^e	Forcalquier	129	29	5	173	159	45
105 ^e	Fougères	64	140	7	127	180	55
47 ^e	Gap	51	65	12	36	187	78
171 ^e	Gex	98	PRoV	6	68	189	50
225 ^e	Gourdon	120	91	8	PRoV	203	PRoV
80 ^e	Grasse	56	125	106	2	6	6
201 ^e	Grenoble	136	124	7	50	169	98
196 ^e	Guéret	98	PRoV	5	87	276	82
164 ^e	Guingamp	137	221	6	38	140	34

situées dans la grande périphérie des agglomérations et que l'on trouve plutôt dans le nord de la France. S'y ajoutent des marges rurales, dans les campagnes à l'intérieur du pays. »

Ces estimations révèlent également une aggravation rapide de la situation ces dernières années. Car les zones « sous-denses » ne regroupaient, en 2015, « que » 3,8 % des Français, c'est-à-dire 2,5 millions de personnes. Quatre ans plus tard à peine, ces zones sous-dotées regroupaient donc près de 1,7 million de personnes supplémentaires ! Une dynamique inquiétante.

Érosion du vivier

Comment l'expliquer ? D'abord par une baisse globale du nombre de médecins. « Le fait que les praticiens soient mal répartis sur le territoire n'est pas nouveau, et remonte au moins au XVIII^e siècle. Un phénomène plus récent est la raréfaction de l'offre de soins, qui accentue la désertification », analyse Guillaume Chevillard. Depuis 2010, de nombreux soignants formés dans les années 1970 et 1980 ont en effet pris leur retraite. Leur départ n'a été qu'en partie compensé par les diplômés des années suivantes, qui avaient été marquées par une diminution du nombre d'admis en études de médecine (le fameux numerus clausus). Conséquence : de 2012

DERMATOLOGUES

51 villes sans aucun rendez-vous (dont Saumur, Bressuire, Marmande).

Moyenne nationale 140 jours

FLOP 5

	Délai de RDV
Moulins	345 jours
Barcelonnette	342 jours
Villeneuve-sur-Lot	318 jours
Auch	317 jours
Soissons	305 jours

TOP 2

	Délai de RDV
Verdun	2 jours
Montpellier	14 jours

à 2021, le nombre de médecins généralistes par habitant a baissé de 7 % en France.

À côté de l'érosion des effectifs de généralistes, leur répartition sur le territoire est aussi devenue plus inégale. Car le nombre de praticiens diminue plus vite dans les zones déjà mal pourvues : de 2016 à 2019, l'accessibilité dans celles-ci a ainsi chuté de 10 %, contre « seulement » 4 % dans les zones les mieux desservies.

En effet, malgré de forts besoins locaux, qui garantissent une patientèle fournie à d'éventuels arrivants, les villes sous-dotées peinent à attirer de nouveaux médecins. « Le revenu n'est pas le paramètre principal dans leur localisation, souligne Julien Mousquès, économiste à l'Irdes. Les facteurs clés sont plutôt liés aux conditions d'activité, aux attaches locales ou encore >

Rang sur 314	Territoire	Dentiste	Dermatologue	Généraliste	Gynécologue	Ophtalmologue	Pédiatre	En nombre de jours								
								Moyenne nationale	98	140	21	101	158	74		
40 ^e	Hagenau	19	112	9	83	8	49									
160 ^e	Issoire	212	54	4	138	249	75									
304 ^e	Issoudun	129	PRdV	63	PRdV	152	PRdV									
49 ^e	Istres	19	176	5	5	20	37									
279 ^e	Jonzac	57	PRdV	3	PRdV	211	PRdV									
312 ^e	La Châtre	192	175	23	PRdV	358	PRdV									
291 ^e	La Flèche	163	298	19	69	377	PRdV									
86 ^e	La Roche-sur-Yon	104	143	16	126	71	10									
26 ^e	La Rochelle	112	133	4	92	21	33									
234 ^e	La Tour-du-Pin	188	210	24	151	7	22									
205 ^e	Langon	118	110	19	125	105	100									
120 ^e	Langres	155	91	13	33	108	PRdV									
105 ^e	Lannion	106	77	6	47	227	PRdV									
8 ^e	Laon	33	110	5	23	138	2									
130 ^e	Largentière	154	25	89	35	95	127									
168 ^e	Laval	180	172	6	82	268	34									
258 ^e	Le Blanc	143	188	37	PRdV	50	PRdV									
3 ^e	Le Havre	19	115	2	39	6	58									
101 ^e	Le Mans	175	241	5	117	11	32									
161 ^e	Le Puy-en-Velay	70	162	8	107	184	98									
171 ^e	Le Vigan	108	96	5	149	191	PRdV									
193 ^e	Lens	22	46	4	56	247	104									
209 ^e	Les Andelys	171	222	313	114	8	47									
199 ^e	Les Sables-d'Olonne	14	145	80	150	126	207									
241 ^e	Lesparre-Médoc	176	74	22	107	309	106									
107 ^e	Libourne	58	203	5	265	8	117									
80 ^e	Lille	131	155	5	38	66	24									
164 ^e	Limoges	120	57	6	134	292	106									
98 ^e	Limoux	26	83	6	PRdV	117	PRdV									
148 ^e	Lisieux	183	58	8	24	225	110									
220 ^e	Loches	189	230	28	24	134	123									
115 ^e	Lodève	99	77	7	2	38	97									
178 ^e	Lons-le-Saunier	103	118	8	78	269	184									
28 ^e	Lorient	22	117	2	168	78	45									
301 ^e	Louhans	172	PRdV	29	53	447	PRdV									
151 ^e	Lunéville	26	97	86	59	237	187									
215 ^e	Lure	148	278	8	134	92	78									
75 ^e	Lyon	59	144	5	72	26	36									
85 ^e	Mâcon	41	149	8	106	108	116									
294 ^e	Mamers	126	PRdV	8	PRdV	222	PRdV									
10 ^e	Mantes-la-Jolie	17	105	3	97	142	6									
134 ^e	Marmande	149	PRdV	4	26	106	PRdV									
31 ^e	Marseille	118	135	3	63	115	39									
261 ^e	Mauriac	110	78	26	PRdV	239	PRdV									

Délai avant d'avoir un rendez-vous : Très court Court Long Très long
 Trajet > à 20 min en voiture PRdV = pas de rendez-vous dans le territoire
Source : Marianne / Clientela

Rang sur 314	Territoire	Dentiste	Dermatologue	Généraliste	Gynécologue	Ophtalmologue	Pédiatre	En nombre de jours								
								Moyenne nationale	98	140	21	101	158	74		
287 ^e	Mayenne	166	175	20	141	213	PRdV									
20 ^e	Meaux	19	140	2	26	30	156									
92 ^e	Melun	16	173	10	90	95	9									
228 ^e	Mende	101	229	7	156	198	124									
35 ^e	Metz	14	186	2	73	184	44									
27 ^e	Millau	106	75	4	109	155	13									
296 ^e	Mirande	70	PRdV	3	PRdV	PRdV	PRdV									
78 ^e	Molsheim	13	93	6	89	240	119									
28 ^e	Mont-de-Marsan	105	77	2	60	89	2									
124 ^e	Montargis	103	139	3	21	252	74									
37 ^e	Montauban	115	82	6	146	5	36									
140 ^e	Montbard	102	28	5	302	PRdV	53									
272 ^e	Montbéliard	89	201	6	125	387	97									
204 ^e	Montbrison	139	165	57	3	81	187									
311 ^e	Montdidier	148	125	20	PRdV	240	PRdV									
181 ^e	Montluçon	26	174	84	121	179	79									
267 ^e	Montmorillon	152	24	21	PRdV	PRdV	119									
2 ^e	Montpellier	7	14	2	52	69	74									
245 ^e	Montreuil	142	128	4	97	301	85									
252 ^e	Morlaix	129	223	19	164	316	24									
308 ^e	Mortagne-au-Perche	165	PRdV	19	PRdV	158	59									
280 ^e	Moulins	113	345	93	116	189	PRdV									
25 ^e	Mulhouse	76	142	2	99	13	63									
180 ^e	Muret	76	182	18	128	133	48									
16 ^e	Nancy	34	88	2	25	99	148									
78 ^e	Nantes	48	127	13	19	281	33									
253 ^e	Nantua	155	PRdV	111	129	44	2									
87 ^e	Narbonne	38	108	79	64	144	88									
300 ^e	Nérac	154	PRdV	14	PRdV	145	PRdV									
103 ^e	Neufchâteau	51	82	22	80	124	PRdV									
184 ^e	Nevers	150	233	2	122	206	89									
30 ^e	Nice	61	106	231	60	1	6									
152 ^e	Nîmes	30	178	5	336	132	82									
60 ^e	Niort	21	151	2	104	154	82									
185 ^e	Nogent-le-Rotrou	103	207	4	PRdV	83	PRdV									
305 ^e	Nogent-sur-Seine	114	PRdV	76	PRdV	134	102									
49 ^e	Nontron	23	46	5	63	174	PRdV									
310 ^e	Nyons	237	111	14	108	116	130									
132 ^e	Oloron-Sainte-Marie	39	PRdV	7	65	119	PRdV									
257 ^e	Orléans	38	170	9	132	77	100									
58 ^e	Palaiseau	36	31	8	73	1	21									
289 ^e	Pamiers	200	PRdV	106	103	225	67									
22 ^e	Paris	85	30	61	56	46	4									
306 ^e	Parthenay	164	PRdV	15	106	PRdV	PRdV									
15 ^e	Pau	25	63	5	39	215	41									
19 ^e	Périgueux	16	94	8	19	105	93									
212 ^e	Péronne	143	13	8	101	351	24									



RÉGION PARISIENNE : LE TOUBIB EST SUR QUELLE LIGNE ?

Encore les Franciliens ! Leur carte Bleue bien étoffée fait envie, mais aussi leur carte Vitale. Selon la Drees, l'Île-de-France est l'une des régions les moins bien dotées en généralistes, mais de loin la mieux pourvue en spécialistes. Notre enquête apporte quelques éléments supplémentaires à ce diagnostic. Excepté Sarcelles, dans le Val-d'Oise, l'ensemble des 16 autres villes de la région parisienne se classent dans la première partie du tableau. Championne de l'Île-de-France : Mantes-la-Jolie (Yvelines), à la 10^e place au plan national. Et pourtant, le taux de pauvreté y atteint des sommets. Le niveau de richesse dans une ville ou une région n'explique pas tout. À preuve, Paris ne s'offre « que » la 3^e place en Île-de-France (et la 22^e au plan national), la riche Versailles (Yvelines) trône seulement au 11^e rang régional. Alors comment expliquer les différences ? Les professionnels de santé posent leur plaque selon la densité du réseau de transport en commun (métro, RER) et routier, mais aussi selon l'importance des déplacements pendulaires entre les lieux de résidence et de travail. Des banlieusards peuvent se faire soigner dans la capitale à côté de leur bureau. D'autres peuvent prendre la Francilienne pour consulter. Julien Mousquès, économiste à l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes), le confirme : « On observe deux phénomènes importants en Île-de-France : l'intensité des mobilités, notamment domicile-travail, et un recours plus accru aux spécialistes sans passer par la case médecine générale, ce qui est la marque d'une forte présence de ménages avec des revenus élevés. Dans des espaces très urbanisés comme l'Île-de-France, avec une part importante de professionnels en secteur 2 [avec dépassement d'honoraires possible], l'accessibilité est surtout guidée par les capacités financières et économiques. » ■ EMMANUEL LÉVY

» au cadre de vie (loisirs, travail du conjoint...). » Selon le Dr Xavier Grison, médecin généraliste à Pithiviers (Loiret), ville placée au bas du classement, les pénuries existantes seraient même un repoussoir pour les jeunes diplômés. « Je reçois des internes en stage depuis huit ans, et aucun n'est resté après ses études, témoigne ce praticien de 61 ans. Ils n'ont pas envie d'exercer comme ils nous voient le faire, en travaillant 60 heures ou plus par semaine. Nous avons une population âgée, et l'engagement dans le suivi des malades chroniques fait peur. »

« On dit non chaque jour »

À quel point la santé des habitants des déserts médicaux pâtit-elle de cette carence ? « Des conséquences sont probables, mais difficiles à cerner », répond Julien Mousquès. De son côté, Xavier Grison assure les observer sur le terrain : « On dit "non" tous les jours à des patients, nos secrétaires sont des bouledogues. Quand vous voyez un patient diabétique tous les six mois plutôt que tous les trois mois, vous connaissez mal son hygiène de vie. » Maxime Lebigot, infirmier à l'hôpital de Laval et fondateur de l'Association de citoyens contre les déserts médicaux, fait, quant à lui, cette observation : « Les gens qui n'ont pas de médecin traitant pratiquent l'automédication via leur pharmacien, ou attendent le dernier moment avant de se rendre aux urgences par défaut. »

GYNÉCOLOGUES

37 villes sans aucun rendez-vous (dont Segré-en-Anjou Bleu, Autun, Issoudun).

Moyenne nationale 101 jours

FLOP 5	Délai de RDV
Albi	356 jours
Nîmes	336 jours
Brest	311 jours
Montbard	302 jours
Libourne	265 jours

TOP 2 Délai de RDV

Grasse	2 jours
Montbrison	3 jours

À en croire une étude de la Drees datant de juillet, ces difficultés d'accès touchent d'abord les ménages pauvres. Parmi les personnes aux conditions de vie dégradées, celles qui vivent dans des zones très sous-dotées en généralistes renoncent 3,5 fois plus à se soigner que ces mêmes populations défavorisées habitant dans des zones mieux pourvues médicalement. Les plus riches aménagent plus aisément leurs horaires de travail pour décrocher un rendez-vous ou utilisent plus simplement la voiture pour aller se soigner plus loin, suggère l'étude, menée en 2017.

Une autre tentative d'éclairage a été menée par le géographe Emmanuel Vigneron, qui a retracé l'évolution de l'espérance de vie dans différents territoires. Ses résultats ont été publiés par l'Association des maires ruraux de France (AMRF) : un homme >

► vit en moyenne un an et huit mois de moins dans les départements ruraux par rapport aux zones très urbaines. Un écart de longévité quatre fois supérieur à l'écart observé en 1990. Même constat général chez les femmes. « L'accès aux soins est une garantie de notre modèle républicain, comme l'éducation ou la sécurité. Sommes-nous prêts à accepter une espérance de vie différente selon les territoires? », soulève Dominique Dhumeaux, vice-président de l'AMRF.

Renverser la vapeur

Diverses mesures ont été introduites ces dernières années afin de réduire la fracture sanitaire, avec des résultats mitigés. Pour réellement renverser la vapeur à l'avenir, les syndicats de médecins mettent l'accent sur une nécessaire hausse du nombre de praticiens. « On parle du fait qu'on n'en trouve pas en milieu rural, mais, en réalité, on en manque partout, affirme Jean-Paul Ortiz, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). Il faut donner le goût aux médecins de s'installer, en ville comme à la campagne, en favorisant des conditions d'exercice intéressantes. » Selon les projections de la Drees, le nombre de praticiens devrait continuer à diminuer jusqu'en 2024, pour ensuite se redresser, surtout à partir de 2030.

Problème : les nouveaux arrivants s'installeront-ils dans les régions les moins fournies ? « La

PÉDIATRES

81 villes sans aucun rendez-vous (dont Évreux, Châteauroux, Pontoise).

Moyenne nationale 74 jours

FLOP 5 Délai de RDV

Corte 364 jours

Calais 336 jours

Blaye 261 jours

Saint-Julien-en-Genevois 246 jours

Albertville 234 jours

TOP 2 Délai de RDV

Rambouillet 2 jours

Mont-de-Marsan 2 jours

OPHTALMOLOGUES

13 villes sans aucun rendez-vous (dont Sedan, Briançon, Parthenay).

Moyenne nationale 158 jours

FLOP 5 Délai de RDV

Louhans 447 jours

Sens 435 jours

Montbéliard 387 jours

Chaumont 378 jours

La Flèche 377 jours

TOP 2 Délai de RDV

Palaiseau 1 jour

Nice 1 jour

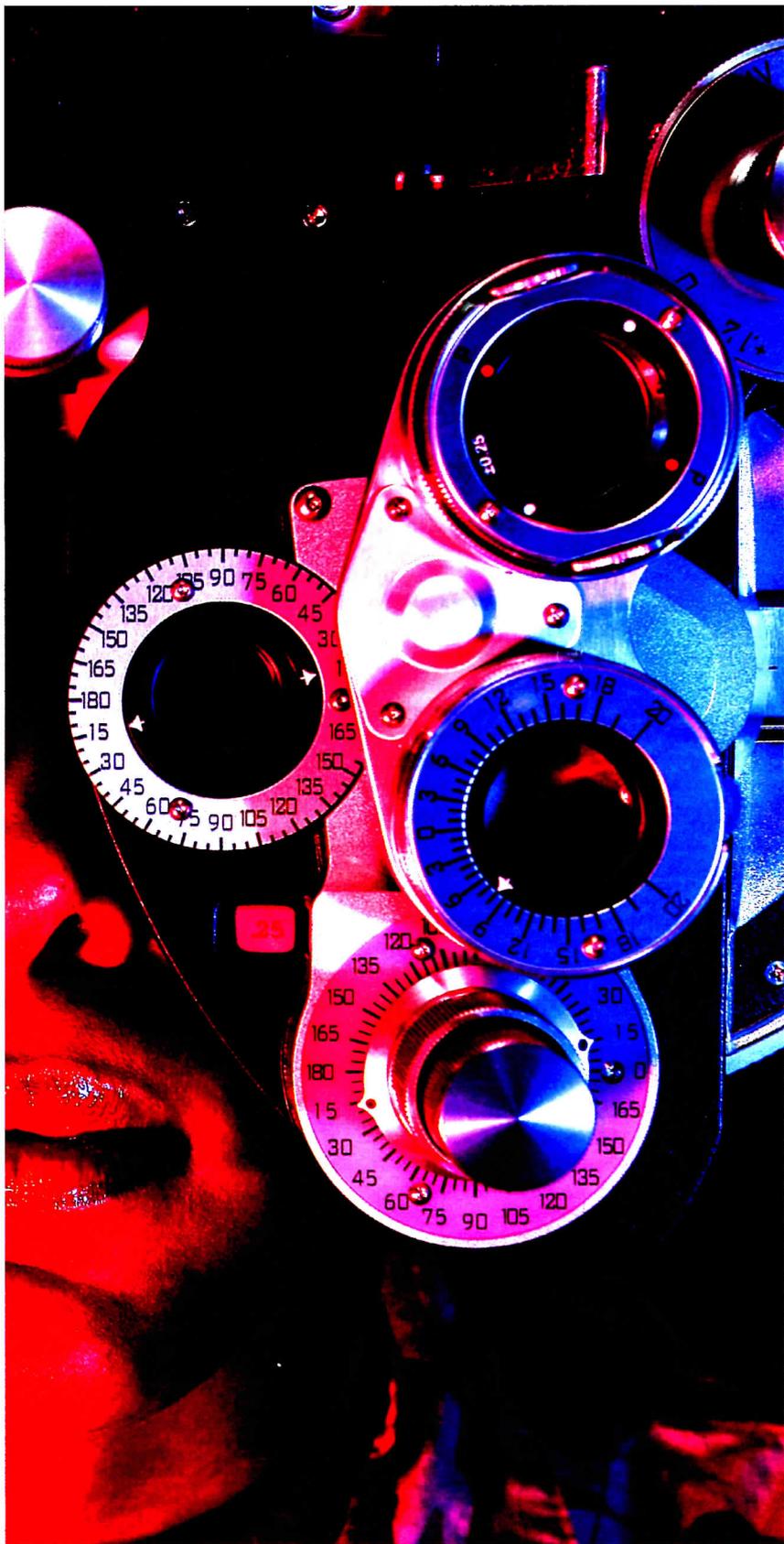
gestion par le nombre n'est pas une solution en soi, car l'offre n'ira pas forcément là où il y a des besoins. C'est principalement une question de répartition sur le territoire », tranche Julien Mousquès, cela pour une raison essentielle, selon le chercheur : les médecins peuvent encore s'installer en nombre dans les zones bien pourvues, sans être laminés par la concurrence. « En effet, l'offre et la demande ne sont pas indépendantes dans un système de rémunération à l'acte. C'est-à-dire que si, pour atteindre un revenu satisfaisant, un praticien a besoin de faire revenir un patient la semaine d'après, il est probable que ce dernier s'exécute. » Autrement dit, les médecins peuvent se créer eux-mêmes une demande supplémentaire en multipliant les consultations, même si les besoins locaux sont déjà bien comblés.

Partant du même constat, le député PS Guillaume Garot enjoint de « refonder le contrat entre la nation et nos médecins. La collectivité prend en charge leurs études ainsi que leurs revenus à travers la Sécurité sociale. Des règles nouvelles encadrant leur installation sont nécessaires », estime le parlementaire, qui avait déposé une proposition de loi en ce sens en 2019. Les Français semblent prêts pour des mesures radicales : dans un sondage de l'Ifop, publié en avril 2019, 87 % des répondants se disaient favorables à une « obligation faite aux médecins de s'installer dans certaines zones rurales pour éviter les déserts médicaux ». Tout de suite, les grands mots ! ■ s.g.

Rang sur 314	Territoire	Dentiste	Dermatologue	Généraliste	Gynécologue	Ophtalmologue	Pédiatre
Moyenne nationale		98	140	21	101	158	74
65°	Perpignan	35	165	18	45	90	90
313°	Pithiviers	155	PRdV	138	PRdV	301	PRdV
91°	Poitiers	71	49	5	107	202	67
219°	Pontarlier	88	235	8	100	250	154
195°	Pontivy	199	169	4	116	100	169
158°	Pontoise	18	59	8	52	22	PRdV
293°	Prades	277	PRdV	11	83	246	PRdV
240°	Privas	66	157	10	PRdV	216	15
144°	Provins	217	95	1	71	235	112
101°	Quimper	13	78	55	90	90	104
55°	Rambouillet	26	83	8	147	166	2
266°	Redon	89	PRdV	16	114	230	PRdV
20°	Reims	8	49	9	64	129	67
23°	Rennes	54	200	4	75	20	37
222°	Rethel	25	PRdV	6	PRdV	186	PRdV
74°	Riom	13	100	19	143	133	42
63°	Roanne	74	96	5	141	207	24
249°	Rochechouart	120	183	11	144	137	PRdV
57°	Rochefort	80	31	10	99	17	179
56°	Rodez	123	49	11	92	156	6
223°	Romorantin-Lanthenay	165	142	10	155	98	PRdV
125°	Rouen	33	201	164	49	103	57
97°	Saint-Amand-Montrond	154	39	4	53	213	PRdV
38°	Saint-Brieuc	71	100	8	79	76	76
278°	Saint-Claude	109	PRdV	40	PRdV	96	PRdV
39°	Saint-Dié-des-Vosges	85	87	2	56	305	48
139°	Saint-Dizier	145	104	12	40	217	90
24°	Saint-Étienne	58	161	5	51	146	14
203°	Saint-Flour	48	PRdV	8	78	PRdV	94
239°	Saint-Gaudens	58	PRdV	11	158	138	PRdV
103°	Saint-Germain-en-Laye	5	101	2	49	84	14
255°	Saint-Girons	170	83	97	PRdV	107	PRdV
299°	Saint-Jean-d'Angély	175	PRdV	17	PRdV	233	37
194°	Saint-Jean-de-Maurienne	84	PRdV	11	140	169	22
306°	Saint-Julien-en-Genevois	136	200	7	129	91	246
128°	Saint-Lô	122	76	6	99	169	PRdV
72°	Saint-Malo	35	204	3	107	248	19
246°	Saint-Nazaire	70	136	6	185	200	74
187°	Saint-Omer	103	245	7	95	226	69
113°	Saint-Quentin	45	116	112	78	143	87
210°	Sainte-Menehould	117	67	10	232	188	PRdV
200°	Saintes	53	224	17	139	207	54
189°	Sarcelles	17	120	6	63	92	6
231°	Sarlat-la-Canéda	153	259	9	71	207	145
111°	Sarrebouurg	44	110	7	71	140	97
135°	Sarreguemines	107	228	3	106	210	77

Rang sur 314	Territoire	Dentiste	Dermatologue	Généraliste	Gynécologue	Ophtalmologue	Pédiatre
Moyenne nationale		98	140	21	101	158	74
271 ^e	Sartène	119	187	12	163	107	150
120 ^e	Saumur	44	PRdV	5	159	99	9
225 ^e	Saverne	141	233	3	125	161	98
285 ^e	Sedan	191	PRdV	6	122	PRdV	134
288 ^e	Segré-en-Anjou Bleu	111	277	15	PRdV	190	PRdV
77 ^e	Sélestat	39	161	4	91	209	21
269 ^e	Senlis	62	168	8	118	101	32
268 ^e	Sens	147	134	13	141	435	180
117 ^e	Soissons	5	305	3	121	281	78
17 ^e	Strasbourg	27	105	33	29	14	33
49 ^e	Tarbes	10	197	3	150	157	29
84 ^e	Thann	40	184	5	100	268	21
198 ^e	Thiers	92	267	7	52	221	PRdV
45 ^e	Thionville	106	114	6	74	109	29
142 ^e	Thonon-les-Bains	136	128	11	80	216	5
80 ^e	Torcy	185	38	3	125	126	16
238 ^e	Toul	148	118	12	147	252	87
196 ^e	Toulon	160	55	3	134	137	26
100 ^e	Toulouse	29	130	78	108	20	20
116 ^e	Tournon-sur-Rhône	179	99	2	127	137	37
14 ^e	Tours	14	187	3	50	151	29
167 ^e	Troyes	138	92	73	119	186	27
72 ^e	Tulle	115	80	8	126	50	71
274 ^e	Ussel	204	97	14	PRdV	207	PRdV
236 ^e	Val de Briey	110	94	5	189	242	100
5 ^e	Valence	55	60	5	15	19	74
76 ^e	Valenciennes	42	211	7	5	79	109
69 ^e	Vannes	49	124	6	179	114	21
128 ^e	Vendôme	42	152	13	103	154	97
122 ^e	Verdun	161	2	4	82	159	114
96 ^e	Versailles	346	105	6	63	88	4
224 ^e	Vervins	174	70	110	25	230	PRdV
191 ^e	Vesoul	129	197	7	121	145	105
147 ^e	Vichy	58	152	84	53	209	60
89 ^e	Vienne	127	207	1	101	94	124
125 ^e	Vierzon	143	38	12	89	106	PRdV
113 ^e	Villefranche-de-Rouergue	100	43	24	5	183	PRdV
70 ^e	Villefranche-sur-Saône	58	191	3	132	2	77
206 ^e	Villeneuve-sur-Lot	95	318	4	176	50	PRdV
282 ^e	Vire Normandie	122	PRdV	9	194	193	PRdV
187 ^e	Vitry-le-François	54	123	13	203	130	PRdV
302 ^e	Vouziers	98	PRdV	6	PRdV	PRdV	PRdV
229 ^e	Yssingaux	143	PRdV	5	142	138	PRdV

Délai avant d'avoir un rendez-vous : ■ Très court ■ Court ■ Long ■ Très long
■ Trajet > à 20 min en voiture ■ PRdV = pas de rendez-vous dans le territoire
Source : Marianne / Clientela



CHÂTEAU-CHINON

QUAND T'ES DANS LE DÉSERT...

Dans cette petite ville de la Nièvre, plus grand désert médical du pays selon notre palmarès, il faut plusieurs mois avant d'obtenir un rendez-vous. La seule généraliste de la commune fait office de digue face au risque de vide absolu... **PAR VINCENT GENY - PHOTOS : JEAN-LUC LUYSSSEN POUR "MARIANNE"**

Déserts médicaux

Mitterrand. Dès l'arrivée dans la petite commune de Château-Chinon (Nièvre), un panneau à l'effigie de l'ancien président socialiste accueille l'automobiliste. C'est la fierté locale. Il y fut maire de 1959 jusqu'à son accession à l'Élysée, en 1981. Mais la bourgade de 2 000 habitants a une autre particularité, bien moins reluisante. C'est, d'après notre palmarès exclusif (lire p. 10), le plus grand désert médical de l'Hexagone.

Dans sa maison, mitoyenne du très « mitterrandien » hôtel du Vieux Morvan, Bertrand Marceau prépare le dîner. Ce soir, c'est poisson pané et pâtes pour Clarisse, sa fillette de 4 ans. Café à la main, l'employé municipal détaille son quotidien : « Pour le dentiste, on est obligés de prendre rendez-vous à Autun, à 35 bornes, il n'y en a plus ici. Pareil pour le dermato, le cardiologue ou même l'ophtalmo. » Pour les dents, lui a dû attendre huit mois. Sa maison est un joli bric-à-brac. Entre les néons rouges et la charpente en bois où sont accrochées des casseroles, on distingue la plaque de son ancien médecin généraliste, conservée comme souvenir d'une époque révolue. Avec une offre de soins aussi faible, il est catégorique. « Le suivi médical, ça n'existe pas ici : on ne va jamais voir le même médecin. » Pour ce Château-Chinonais « pure souche », c'est la galère. « Dès que la

petite a un problème, on fonce aux urgences d'Autun, sur des routes de merde. Une de nos voitures est toujours pleine d'essence au cas où. » Dans la ville, il y a bien un centre hospitalier, mais qui ne s'occupe pas des enfants. Même tarif pour sa femme, Elsa. « Le gynéco est là une fois par mois, c'est compliqué de s'organiser. »

Situation pesante

La commune compte aussi en son centre une maison pluridisciplinaire de santé. Accolée à l'hôpital, elle fait face au supermarché. À l'intérieur, Nacera Verspieren est le dernier médecin généraliste de la ville et fait office de rempart

avant le vide absolu. Une feuille A4 est accrochée au mur sur laquelle est imprimé l'article 47 du Code de la santé publique. Ce dernier stipule qu'un « médecin a le droit de refuser ses soins pour des raisons professionnelles ou personnelles », et ce, « hors le cas d'urgence et celui où il manquerait à ses devoirs d'humanité ». C'est le D^r Verspieren qui l'a mis en évidence récemment. « Lorsque mon associé a pris sa retraite, en décembre dernier, j'ai vu ma patientèle multipliée par 1,5. » Impossible pour la praticienne de 54 ans d'assumer cet afflux. Elle ne « refuse pas ceux qui ont des problèmes aigus. Je conserve mes patients en priorité et prends les

"ON FAIT CE QU'ON PEUT pour attirer des médecins au centre hospitalier, mais ce sont des contractuels très onéreux", se désole Chantal-Marie Malus, maire divers gauche de Château-Chinon.





plus âgés, mais les jeunes et ceux qui peuvent se déplacer ont dû trouver quelqu'un d'autre. »

La situation lui pèse. Elle confie avoir eu plusieurs fois l'envie de tout plaquer, mais, « dans ce milieu rural, on s'attache vite aux patients ». Avant le départ de son associé, « on pouvait chacun prendre une journée "off", expliquait-elle. Mais, depuis, ce temps libre est alloué à la paperasse. » La journée type démarre à 8 h 30 avec une « toute petite pause » le midi. Ensuite, « les consultations durent jusqu'à 18 h 30-19 heures, avant de passer aux visites à domicile ». Le retour à la maison se fait vers 21 h 30. Nacera peut s'appuyer sur la présence de sept infirmières de l'association Asalée. C'est à elles que sont déléguées certaines tâches, comme le suivi des diabétiques et des maladies chroniques. Elles sillonnent la région pour aller

“JE VAIS À NEVERS pour voir un chef de service surbooké qui m'accorde une vingtaine de minutes, confie une sexagénaire qui est suivie par un cardiologue. Avant, il y avait des consultations ici, mais c'est terminé.”

“LORSQUE MON ASSOCIÉ a pris sa retraite, en décembre, j'ai vu ma patientèle multipliée par 1,5”, confie Nacera Verspieren, seule médecin généraliste de la maison pluridisciplinaire de santé.



à la rencontre de ceux qui n'ont pas de moyens de locomotion. Et un assistant, présent à la maison médicale, lui « permet de dégager du temps ».

Manque de spécialistes

Mais ces renforts ne compensent pas le manque de spécialistes, « problème numéro un », selon le D^r Verspieren. Au centre hospitalier, certains viennent quand même. Un angiologue, un orthopédiste, un chirurgien et un gynécologue. Pas assez pour éviter les longs trajets vers les grandes villes de la région, d'autant plus qu'ils ne sont présents que quelques jours par mois. « Ce sont exclusivement des intérimaires qui changent fréquemment, souffle la praticienne d'une voix fatiguée. J'ai des patients qui doivent aller à Dijon, à une heure trente de route, pour des radiothérapies. On parle de 20 à 30 séances, ça n'aide pas à guérir. »

Pour Martine Gomez, cette situation fait de son quotidien un parcours du combattant. Cette retraitée a deux feuilles entières

de notes devant elle. Une broche en forme de fraise vient boutonner sa longue robe violette. En 2013, on lui diagnostique un cancer de l'ovaire. « De l'eau arrivait dans mes poumons, mais il n'y a pas de pneumologue ici, alors j'ai dû aller jusqu'à Chalon-sur-Saône, à une heure trente de route », débite à toute allure la sexagénaire. Depuis son infarctus du myocarde, en octobre 2018, elle est suivie par un cardiologue. Pour obtenir son rendez-vous du 30 septembre, elle a dû s'y prendre... le 19 mars. « Je vais jusqu'à Nevers pour voir un chef de service surbooké qui m'accorde une vingtaine de minutes. Avant, il y avait des consultations ici, mais c'est terminé », déplore-t-elle.

Elle n'a pas de voiture mais a « droit à des trajets assurés par la Sécurité sociale pour les affections longue durée ». Ce qui lui permet également de rallier Autun pour ses IRM et d'y consulter son rhumatologue. Mais elle a aussi des soucis dentaires qui n'en sont pas à un stade critique. C'est donc par ses propres moyens qu'elle doit se rendre à Châtillon-en-Bazois. Du coup, « je n'y vais pas », avoue celle qui se sent abandonnée. Si les praticiens font défaut, il manque aussi des moyens de transport. Quelques bus existent. Pour aller à Nevers, il n'y a que trois horaires possibles. Et cela varie selon les jours. Pas de quoi organiser un aller-retour cohérent. Martine songe même à déménager du >

“LE SUIVI MÉDICAL, ÇA N'EXISTE PAS ICI : ON NE VA JAMAIS VOIR LE MÊME MÉDECIN.”

BERTRAND MARCEAU

➤ côté de la ville de Corbigny: « Je serais plus proche de ma famille. Quelqu'un pourra peut-être m'emmener pour les soins. »

L'absence de spécialistes peut avoir des conséquences dramatiques. Optométriste, Sophie Bié mentionne un écolier « qui a dû attendre sept mois avant d'aller chez l'ophtalmo. Faute d'avoir été diagnostiqué hypermétrope plus tôt, il a redoublé car il n'a pas pu apprendre à lire correctement ». Certains de ses clients, atteints d'une cataracte, ne sont pas allés se faire opérer à Nevers. « Ils se sont habitués à l'absence de soignants et attendent que les choses soient vraiment graves. » Les habitants ressassent par ailleurs le souvenir traumatique du D^r Van Nierop, sobrement rebaptisé « le boucher de la Nièvre » ou « le dentiste de l'horreur ». Recruté par un chasseur de têtes, ce Néerlandais avait été accueilli en 2008 avec soulagement alors que le précédent dentiste avait fermé les portes de son cabinet deux ans plus tôt. Pour s'installer et bénéficier d'aides fiscales, il avait caché au conseil de l'ordre local les poursuites disciplinaires et plaintes dont il faisait l'objet aux Pays-Bas. À Château-Chinon, il a multiplié les actes, surfacturé les prestations. Mais, surtout, il anesthésiait lourdement ses patients pour mieux les charcuter. Mâchoires brisées, gencives cousues à la joue... Certaines victimes ont perdu jusqu'à 16 dents après être passées entre ses mains. Il a été condamné à huit ans de prison pour avoir mutilé une centaine de personnes.

Une énorme horloge en bois vert, un tableau de l'ancien maire socialiste avec Léon Blum et Pierre Mendès France, le bureau de François Mitterrand est « resté dans son jus », glisse Chantal-Marie Malus, maire divers gauche de Château-Chinon, veste blanche par-dessus un haut rouge. Ici, pas de faux-semblants. Elle semble



AU CENTRE HOSPITALIER viennent un angiologue, un orthopédiste, un chirurgien et un gynécologue. Mais ils ne sont présents que quelques jours par mois. Pas assez pour éviter aux patients les longs trajets vers les grandes villes de la région.

consciente de la galère de ses administrés. « On fait ce qu'on peut pour attirer des médecins au centre hospitalier, mais ce sont des contractuels très onéreux », se désole l'élue. Elle raconte se rendre « dans les facs de médecine de Dijon et de Paris pour attirer des internes, et parallèlement leur proposer un environnement adapté avec une maison des internes qui sera ouverte l'an prochain ». Concernant l'accès aux soins, elle évoque un dispositif de bus avec le centre social. « Il fait des allers-retours pour amener les habitants à leurs rendez-vous médicaux qui sont loin. » Tout est payé par la collectivité. Mais le système semble méconnu des habitants...

Consultation à distance

Un de ses axes de réflexion, la téléconsultation. « Ce n'est pas la panacée, mais ça allège et permet de voir un médecin sept jours sur sept. » Selon Chantal-Marie Malus, les deux pharmaciens de Château-Chinon sont déjà prêts à accueillir des bornes. Le D^r Verspieren est dubitative: « C'est un début, mais ça ne résout pas grand-chose, malheureusement. » De son côté, elle a préparé un large projet de soins, en collaboration avec Martine Daoust, vice-présidente santé de la communauté de communes Morvan Sommets Grands Lacs. Cette élue expérimentée, ancienne rectrice et professeure d'université, pose le cadre: « À Châtillon-en-Bazois ainsi qu'à Moulins-Engilbert, la situation n'est pas meilleure », explique-

t-elle. Les deux communes sont respectivement à 25 et 17 km. « L'idée est d'associer étroitement les maisons de santé de ces trois communes. » En cas d'absence de leur généraliste, les patients pourront se rendre dans l'une des deux autres villes pour consulter. « Les dossiers médicaux seront partagés entre tous, avec un accès limité à ce qui concerne chaque spécialité, ainsi on peut assurer un réel suivi des personnes même si elles ne voient pas leur soignant habituel. » Le projet intégrera étroitement des spécialistes comme un rhumatologue, un cardiologue et un dermatologue, avec qui les soignants pourront échanger à distance afin de décider ce qui est le mieux pour un patient, sans que ce dernier ait à faire une heure de transport pour une consultation.

« On veut créer un environnement attractif et dynamique. Proposer un logement et des avantages fiscaux aux jeunes praticiens pour s'installer, c'est passer à côté de leur besoin d'être encadrés, épaulés, bref, de ne pas se sentir seuls dans leur vie », affirme le D^r Verspieren. Pas simple, car Château-Chinon n'a pas grand-chose à offrir aux jeunes médecins. La moyenne d'âge du village tourne autour de 60 ans, avec un taux de chômage de 22,13 %. Dès 19 heures, les rues sont désertes. Un cinéma existe mais c'est quasi la seule offre culturelle. Contrairement au souvenir de Mitterrand, les médecins, eux, ont peu de chances de s'éterniser. ■

À 200 BORNES DE MON OPHTALMO

Chez ce spécialiste parisien, ils viennent du Havre, de Chartres, de Châteauroux, et même... de la Réunion. Ce matin, dans la salle d'attente, les patients cumulent 1 000 km de trajet. Témoignages. **PAR CHRISTINE COLMONT**

Ce rendez-vous-là, forcément, ils ne vont pas le rater. Et pour cause, ils viennent de si loin. En vacances à Paris, une Réunionnaise d'une cinquantaine d'années franchit la porte de la salle d'attente. Elle a profité de son séjour en métropole pour prendre rendez-vous chez cet ophtalmologue parisien. Elle a appelé à plusieurs reprises et réussi, à force de persévérance, à avoir le docteur au téléphone mercredi. Il lui a donné un rendez-vous pour ce matin. « *La semaine dernière, j'ai reçu une patiente martiniquaise possédant un pied-à-terre dans la capitale* », ajoute le toubib, un ancien praticien hospitalier. Dans son cabinet, 20 % des personnes qui consultent viennent des régions ou d'outre-mer, et n'ont pas hésité à parcourir plusieurs centaines de kilomètres depuis Châteauroux, Fontainebleau, Le Havre, Évreux, Chartres, Orléans, Reims...

“LA SEMAINE DERNIÈRE, J'AI REÇU UNE PATIENTE MARTINQUAISE POSSÉDANT UN PIED-À-TERRE DANS LA RÉGION.” UN OPHTALMO PARISIEN



SACRÉ PÉRIPLÉ !
Dans le cabinet de ce praticien de la capitale, 20 % de la patientèle vient des régions ou de l'outre-mer.

« *Récemment, une étudiante de Strasbourg de passage à Paris est même venue consulter* », précise le docteur. Et pourtant, la capitale alsacienne n'est pas un désert médical en ophtalmologie. Ses autres patients résident en Île-de-France mais parfois assez loin de ce quartier du sud de Paris : Seine-Saint-Denis, Yvelines, Val-de-Marne...

Tour-opérateur

Dans la salle d'attente, un Parisien du XIV^e arrondissement ferait presque exception. « *J'ai trouvé cet ophtalmologue grâce à des amis habitant le quartier. Mon ancien spécialiste, près de la Muette, pourtant conventionné mais secteur 2, me faisait payer 100€ la consultation, alors qu'ici je ne débourse que 25€.* » De fait, les ophtalmologues pratiquant le tiers payant (l'assurance maladie paie directement le médecin) et des honoraires modérés sont les plus demandés dans les métropoles.

L'ophtalmologue parisien « organise » même des visites de provinciaux. Un tour-opérateur

en blouse blanche ! Souvent, il accueille... en groupe. Ainsi, un opticien du Havre a pris l'habitude de prendre plusieurs rendez-vous dès que des créneaux sont disponibles en ligne puis organise le déplacement vers Paris d'un groupe de quatre à cinq de ses clients afin de mutualiser leurs frais d'essence et de péage. Les Havrais arrivent ensuite en décalé pour leur consultation, vont faire leurs courses dans les magasins parisiens avant de repartir pour la Normandie. D'autres profitent de leur périple dans Paname pour concentrer plusieurs rendez-vous médicaux. Et le médecin apprécie ces personnes motivées qu'« arrivent à l'heure ».

Du fait du manque de spécialistes, les patients viennent donc de bien loin, et, pour certains d'entre eux, ils arrivent aussi trop tard. Et lorsque le professionnel décèle de infections, voire des décollements de la rétine, il doit immédiatement les adresser aux urgences des hôpitaux spécialisés. Suivant ! ■

MON ENFANT GRANDIT SANS SUIVI PÉDIATRIQUE

Les pédiatres se raréfient sur le territoire. Dans une ville sur six, il est tout simplement impossible d'obtenir un premier rendez-vous. Un vrai danger pour le suivi du développement cognitif et moteur des bambins. **PAR VIOLAINE DES COURIÈRES**



LA PLUS-VALUE D'UN PÉDIATRE PAR RAPPORT À UN GÉNÉRALISTE

- Il assure un suivi rigoureux de la vaccination de l'enfant.
- Il repère les déficits visuels et auditifs.
- Il dépiste de façon précoce les retards cognitifs et moteurs, ainsi que les handicaps.
- Il surveille le développement du langage et le comportement.
- Il accompagne les parents.
- Il intègre les parents dans un réseau de professionnels de l'enfance.

de mon centre de protection maternelle infantile (PMI) sont partis à la retraite! Heureusement, j'ai finalement trouvé un généraliste pour suivre mon enfant!», soupire-t-elle. Pour anticiper les urgences, les mères de famille misent sur l'entraide. Via des groupes Facebook de discussion, elles partagent leurs carnets d'adresses.

Des parents anxieux

Dans ces forums, la question du pédiatre est récurrente. Les parents partagent leurs retours d'expérience. Dans le VIII^e arrondissement de Paris, Hélène, maman de deux enfants, regrette la prise en charge expresse de son praticien: «*La consultation dure vingt minutes. Et le tarif peut monter à 100 €. La salle d'attente est bondée et le praticien va à l'essentiel, décrit la jeune femme. J'en ressors frustrée, moi qui ai besoin de conseils pratiques pour soigner mon enfant.*»

À la tête de l'Association française de pédiatrie ambulatoire (Afa), le D^r Fabienne Kochert le confirme. La pénurie de pédiatres intervient dans un contexte d'anxiété générale. «*Les parents se posent de plus en plus de questions sur l'environnement, les pesticides, l'alimentation, l'éducation, explique le médecin. Ils ont besoin d'un chef*

Pédiatre, est-ce une profession en voie de disparition? Sur le territoire, les pédiatres ne sont qu'environ 8 500. La grande majorité d'entre eux travaille à l'hôpital et délaisse les cabinets médicaux. Cette pénurie générale se traduit par des délais de rendez-vous toujours plus longs. En France, pour obtenir une visite d'usage pour un nouveau patient, il faut attendre en moyenne soixante-quatorze jours. Albertville, en Savoie, détient le record de la plus longue attente avec deux cent vingt-quatre jours - l'équivalent de sept mois. Mais il y a pire. Sur un sixième du territoire, il est impossible d'obtenir un rendez-vous pour un nouveau patient.

Sur le terrain, ces difficultés génèrent des inquiétudes: «*Depuis plusieurs mois, je n'arrive plus à obtenir un rendez-vous avec le pédiatre pour mon fils de 4 ans!*, s'exclame Claire, mère de deux enfants à Joué-lès-Tours, en Indre-et-Loire. *Je dois me tourner vers un médecin généraliste. Mais dans ma campagne, je n'en trouve pas pour faire un suivi. Aucun ne prend de nouveaux patients.*» Dans la même région, à Château-Renault, Estelle, mère d'une petite fille de 18 mois, s'est également trouvée en difficulté en cette rentrée scolaire: «*Les deux pédiatres*

d'orchestre pour les aider à faire le tri dans ce qu'ils voient sur Internet.» Pour Nicolas Brun, coordinateur de l'Union nationale des associations familiales (Unaf), cette pénurie pénalise d'abord les enfants les plus en difficulté. «*La pédopsychiatrie et la santé scolaire sont également en difficulté aujourd'hui.*» Sur les bancs de la faculté de médecine, la profession suscite-t-elle un désamour? «*La pédiatrie est une des spécialités les moins bien rémunérées, loin derrière l'ophtalmologie et l'ORL*», précise le D^r Kochert. Chaque année, seuls 300 pédiatres sortent de l'école. De quoi remplir un peu plus les salles d'attente. ■

MÊME DANS LES GRANDES VILLES...

À ORLÉANS, LA POLITIQUE

La préfecture du Loiret est, selon notre palmarès, la ville de plus de 100 000 habitants qui offre le moins bon accès aux soins. Les initiatives des pouvoirs publics comme celles des associations sont pourtant nombreuses.

Des mesures trop tardives ?

PAR ANTHONY CORTES. PHOTOS : CAMILLE MILLERAND/DIVERGENCE POUR "MARIANNE"

Têtes baissées et le pas pressé, Delphine et Patricia fuient ce désagréable crachin qui vient arroser le chemin de leur pause déjeuner. Employées de banque et d'assurance, les deux femmes de 42 et 53 ans grimacent, grommellent, pestent. Les questionner sur l'offre de santé locale n'est peut-être pas la meilleure idée pour les dérider. « Ici, à Orléans, c'est simple: il vaut mieux ne pas tomber malade ! », tonne la plus âgée. Leurs anecdotes sont similaires. En cas de bobo, « c'est Doliprane » en solitaire, tant les délais pour obtenir un rendez-vous chez un généraliste sont longs. Un gynécologue ? « Il vaut mieux faire appel à une sage-femme, sauf si vous pouvez attendre plusieurs mois », s'émeut la quadragénaire. Un ophtalmo ? N'y comptez pas trop. À quelques pas, à la sortie de la maison de santé pluridisciplinaire (MSP) Madeleine-Brès, Adjiman-Thérèse, 43 ans, ventre arrondi de femme enceinte, partage cette même consternation: « Les spécialistes, c'est le plus compliqué. Mais pour voir son médecin traitant, c'est aussi toute une histoire. D'abord, il est très compliqué d'en avoir un. Je viens de déménager à l'autre bout de la commune. J'ai fait le choix de garder celui que j'avais quand j'habitais en

"NOUS TISSONS nous-mêmes un réseau de professionnels pour répondre aux besoins des patients, mais aussi des médecins incapables de répondre au cas de patients complexes", explique David Bouaziz, directeur de l'association Appui santé Loiret.



centre-ville. Quand on a un médecin traitant, on le garde, c'est une denrée rare ici! Tant pis pour les trajets interminables, comme aujourd'hui... »

Bonnes volontés

Ce constat, les pouvoirs publics l'ont fait depuis bien longtemps. D'où les nombreuses initiatives pensées par les différentes collectivités locales. En 2014, déjà, le département du Loiret, en accord avec l'ordre des médecins, a fait appel à la bonne volonté des médecins retraités. Cinq ans plus tard, c'est au tour de la région Centre-Val de Loire d'annoncer vouloir embaucher 150 médecins salariés dans une trentaine de maisons de santé réparties sur tout le territoire. Et la mairie ? « Colmater les failles, on ne fait que ça », s'agace Florent Montillot, adjoint au maire chargé de la santé, en colère contre

un pouvoir central qui n'a « jamais su anticiper ». Hyperactif, l'élu s'agite derrière son bureau enfoui sous la paperasse. Pour prouver sa bonne volonté, il brandit des tableaux, des rapports... Et toute une liste de dispositifs lancés par la mairie. La plate-forme alternative d'innovation santé, mise en place cette année à Orléans mais rodée en Loir-et-Cher dans le but de « décharger les médecins de certaines tâches administratives et de gestion de planning » pour leur permettre de « se concentrer sur le soin et augmenter leur patientèle ». Mais aussi un système plus ancien de tutorat « un médecin interne » destiné à préparer la succession de généralistes et de spécialistes « très vieillissants ». Dernière action de la ville: l'achat d'un bâtiment de 1 000 m² dans le nord d'Orléans pour y implanter le tout

E DES RUSTINES

premier centre de santé municipal, où seront salariés une trentaine de professionnels (généralistes, gynécologue, dermatologue, rhumatologue, cardiologue). Coût de l'investissement : 2,6 millions d'euros pour une ouverture au début de 2022. « La ville restera propriétaire, mais nous comptons passer des accords avec des centres de santé extérieurs et des associations pour assurer la gestion logistique et le recrutement des médecins », précise l'élu. Un centre qui viendra s'ajouter aux quatre MSP indépendantes que compte déjà la ville d'Orléans, pour lesquelles la mairie met parfois aussi la main à la poche. Réglant quelques loyers de cabinets inoccupés, « pour éviter que ce coût ne pénalise les présents ».

Dans le quartier de La Source, dans le sud d'Orléans, réputé « difficile », la maison de santé implantée a failli succomber au manque d'attractivité des lieux. En 2016 et 2020, la MSP a perdu la moitié de ses effectifs, à l'époque tous généralistes, du fait des départs à la retraite impossibles à remplacer. Depuis la reprise de la structure par l'association parisienne Cosem et sa réouverture en mai 2021, quatre cabinets dentaires se sont installés et deux généralistes sont attendus dans les prochaines semaines. « Dès le troisième jour d'ouverture, nos réservations étaient déjà pleines pour trois mois, rapporte Daniel Dimermanas, directeur général de l'association. Il y a un énorme besoin ici. La région Centre-Val de Loire est le premier désert médical après l'île de la Réunion. » Comment cette association parvient-elle à attirer ces professionnels si rares ? « Nous avons un service de recrutement qui s'emploie à attirer des médecins compétents de la France entière mais aussi de toute

“NOUS AVONS UN SERVICE DE RECRUTEMENT QUI S'EMPLOIE À ATTIRER DES MÉDECINS COMPÉTENTS DE FRANCE ET D'EUROPE.”

DANIEL DIMERMANAS, COSEM

l'Europe (Grèce, Roumanie, Espagne et Portugal). C'est un travail à plein temps que toutes les structures ne peuvent pas se permettre, détaille-t-il. Nous avons quelques arguments. Tout est fourni : l'administratif est fait pour eux, le matériel est à nos frais... Et nous payons une formation à ceux qui ont besoin d'une remise à niveau. »

Dispositifs peu efficaces

Appâter les praticiens, voilà l'option également privilégiée par l'agence régionale de santé (ARS), qui propose notamment des primes à l'installation pour les nouveaux venus dans les zones boudées. À la fin de 2020, celle-ci est allée plus loin. Elle a annoncé la création d'une bourse d'étude importante pour les étudiants s'engageant à s'installer, à la fin de leur cursus, dans des

“COLMATER LES FAILLES, on ne fait que ça”, s'insurge Florent Montillot, adjoint au maire chargé de la santé, en colère contre un pouvoir central qui n'a “jamais su anticiper”.



zones en tension, tels les quartiers orléanais de L'Argonne, Dauphine, La Source et Blossières. Dans le même objectif, la mairie d'Orléans a longtemps tenté de convaincre l'université de Tours de la laisser accueillir une partie des étudiants ayant suivi le parcours accès santé spécifique (Pass), ce cursus pour aspirants médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes. Sans succès. « Un tour de passe-passe », rit jaune l'adjoint à la santé. À tel point que Florent Montillot réfléchit désormais à la création d'une « formation qui contournerait les voies classiques » – sans pour autant vouloir en dire plus. « C'est en projet, mais ça fera du bruit, se vante-t-il. Les études de santé à la française et leur numerus clausus puis apertus (système plus ouvert) nous ont amenés dans cette situation, il faut changer les choses par nous-mêmes et pour nous-mêmes. »

« Courir après des manquements ne sert à rien s'ils sont trop grands », se désole toutefois David Bouaziz, directeur d'Appui santé Loiret, association locale d'accompagnement de personnes atteintes de diabète, d'obésité, d'un cancer, de VIH ou d'une hépatite dans tout le département. À ses côtés, Jeanne Le Goff, directrice adjointe, précise que ces initiatives sont « louables », que « des choses se font », mais que cela reste trop peu efficace à court terme. À tel point que le monde associatif n'a d'autre choix, au quotidien, que de dispositifs « rustines » pour prendre le relais. Comme le dispositif d'appui à la coordination porté depuis le mois de juillet par Appui santé. « Nous tissons nous-mêmes un réseau de professionnels pour répondre aux besoins des patients en zone sous-dotée, mais aussi des médecins incapables de répondre au cas de patients complexes, reprend Bouaziz. C'est une réponse directe au problème des déserts médicaux, que ce soit en ville ou en dehors. Mais nous savons déjà qu'il est trop tard : un médecin généraliste attiré [référént] pour chaque Français, c'est terminé. » ■



Déserts médicaux

RETARDS DE PRISE EN CHARGE

ÇA PEUT MAL FINIR

Quand il n'y a pas de médecins, ou quand ils sont si peu nombreux qu'ils en finissent débordés, des maladies peuvent passer à travers les mailles du filet. Avec des dégâts à la clé. **PAR VIOLAINE DES COURIÈRES**

« Cela aurait pu être fatal. » Combien de fois le D^r Lucie Bertrand (1), médecin rhumatologue dans la Sarthe, s'est-elle fait cette réflexion ? Chez ses patients, elle découvre régulièrement des symptômes de pathologies potentiellement graves. Un jour, un quinquagénaire se présente. « Il avait une tache bleue sur la peau et des ganglions sous les bras. C'était un mélanome », raconte le médecin, proche de la retraite. Quelque temps plus tard, un trentenaire vient consulter. Lucie Bertrand l'examine et perçoit un problème : « Il avait la tête rouge comme une crête de coq, cela m'a interpellée. Je l'ai interrogé. Il était gros fumeur. Je l'ai immédiatement mis en relation avec un cardiologue. » Et de préciser : « Il avait une maladie chronique... » Pour un septuagénaire, venu pour une arthrose du genou, le médecin diagnostique un début

de maladie de Parkinson. Depuis ces épisodes, la rhumatologue ne voit plus un seul patient sans l'examiner avec un regard de médecin généraliste, en plus de sa spécialité.

Dans les déserts médicaux, la perte de chances serait multifactorielle. D'abord, il y aurait cette fameuse pénurie de médecins généralistes. Selon l'Atlas de démographie médicale 2020 du Conseil national de l'ordre des médecins (Cnom), l'effectif des retraités actifs a augmenté de 225 % en dix ans. Qui les remplacera quand ils partiront ? « Nous sommes comme les soldats de 1914 qui attendent une relève qui ne vient pas ! », souffle le D^r Pierre Lévisse, qui devrait être à la retraite depuis deux ans. Le praticien affirme assurer une soixantaine de consultations par jour. Il est également engagé dans l'Association de citoyens contre les déserts médicaux (ACCDM).

En France, en 2020, l'activité intermittente a augmenté de 47,5 %. Ces médecins remplaçants pallient les déficits d'effectifs. Mais, en allant de cabinet en cabinet, ils ne peuvent pas toujours suivre de façon régulière les patients. Au Mans, cet été, Rémy (2), la quarantaine, a fait les frais de ce jeu des chaises musicales. Avant d'être pris en charge en cancérologie, il a raconté son histoire quatre fois à quatre praticiens différents. Après cette errance médicale de plusieurs semaines, il apprenait qu'il avait une pathologie hémato-logique grave.

Impacts concrets

Et quand il y a des médecins dans ces fameuses zones désertiques ce n'est pas toujours mieux. Salles d'attente bondées, plannings saturés... Certains praticiens frôlent l'épuisement et confient leur peur de faire des erreurs médicales. Sofie Chaabane, docteur en médecine rapporte ce fait dans sa thèse, « Le médecin généraliste en retard sur ses consultations : vécus et ressentis », publiée en 2018. « Comme je ne fais pas les choses posément, j'oublie de poser des questions, j'examine le

“CELA M’ARRIVE DE REPOUSSER LE MALADE CHRONIQUE CAR JE SAIS QUE JE VAIS LE REVOIR TROIS MOIS APRÈS.”

UN PRATICIEN DE HAUTE NORMANDIE

gens trop rapidement, donc, ensuite, il faut que je les réexamine », se désole ainsi un généraliste quadragénaire débordé qui exerce en zone rurale, en haute Normandie. « On va plus vite. On bâcle en sachant qu’on va être plus succinct », poursuit un autre médecin dans le même cas. Les patients les plus lésés en raison de ces emplois du temps surchargés seraient les personnes atteintes de maladies chroniques, de diabète notamment. « Dans une consultation de quinze minutes, il est impossible de prendre [en charge] globalement un diabétique et de regarder son dossier de A jusqu’à Z », déclarait un praticien à la thésarde, toujours dans la même région. Un autre abonde : « Cela m’arrive de repousser le malade chronique car je sais que je vais le revoir trois mois après. » Dans les Hauts-de-France, le D^r Pierre Lévisse s’interroge sur ces pratiques : « Je ne reconnais pas là la majorité de la profession. La plupart des médecins s’épuisent à honorer toutes les consultations », assure-t-il.

Après la consultation chez le médecin généraliste, le patient prend rendez-vous chez le cardiologue, le neurologue ou l’ophtalmologue. Le délai entre l’appel passé au secrétariat et le jour J peut être long. Mais avec quelles conséquences ? « Tous les jours, je vois l’impact concret des mois d’attente sur la santé des

patients », rapporte le D^r Lévisse. Pour un dépistage du cancer colorectal, un homme atteint d’un petit polype peut se trouver trois mois après sur la table d’opération pour une chirurgie plus importante. Pour la prise en charge des myélomes (maladie de la moelle osseuse) également, chaque semaine compte. « À Caen, le délai d’attente des hématologistes était de trois mois. Cet été, il est passé à quatre mois », regrette Laurent Gillot, porte-parole de l’Association française des malades du myélome multiple, l’AF3M.

« Lorsque j’ai un patient avec un début de maladie de Parkinson, je n’accepte pas qu’il attende six mois avant de voir un neurologue ! », s’insurge le D^r Lucie Bertrand, qui utilise systématiquement son carnet d’adresses pour raccourcir les délais. Dans les Hauts-de-France, Aurore, la trentaine, asthmatique, souffrant d’une apnée du sommeil, s’interroge. Pourquoi doit-elle attendre plus d’un an avant de voir un cardiologue ? « Elle peut en faire, des arrêts respiratoires, en attendant

son rendez-vous », malgré son généraliste. Pour certaines pathologies, notamment psychiques, la difficulté à obtenir un rendez-vous chez un spécialiste peut décourager un patient isolé. C’est le cas de Patricia, dans la Haute-Saône. Atteinte d’un trouble obsessionnel du comportement, la quinquagénaire a dû faire des kilomètres et des kilomètres pour être prise en charge. Pendant plusieurs mois, elle a renoncé à se faire soigner...

Question taboue

L’inégalité territoriale est flagrante. « Pour le traitement du cancer, plus on est en milieu rural et plus on est à distance des centres dotés de traitements innovants », fait remarquer Laurent Gillot. « Cette question est taboue. Jamais les médecins ne leur diront qu’ils ont subi un retard de prise en charge », rapporte Lucie Bertrand. Selon le rapport 2020 du Cnom, l’espérance de vie dans les Hauts-de-France est réduite de deux ans chez les hommes et les femmes par rapport à la moyenne nationale. « La preuve par les chiffres de la perte de chances pour les patients des déserts médicaux », estime le D^r Lévisse. ■

(1) Le prénom et le nom du docteur ont été changés à sa demande, par souci de discrétion vis-à-vis de ses patients.

(2) Le prénom du patient a été modifié.

DIMANCHE 12H/13H

BFM POLITIQUE

Présentée par Jean-Baptiste Boursier
avec Hedwige Chevrillon et Hadrien Mathoux

BFM TV.

BFM BUSINESS

Marianne

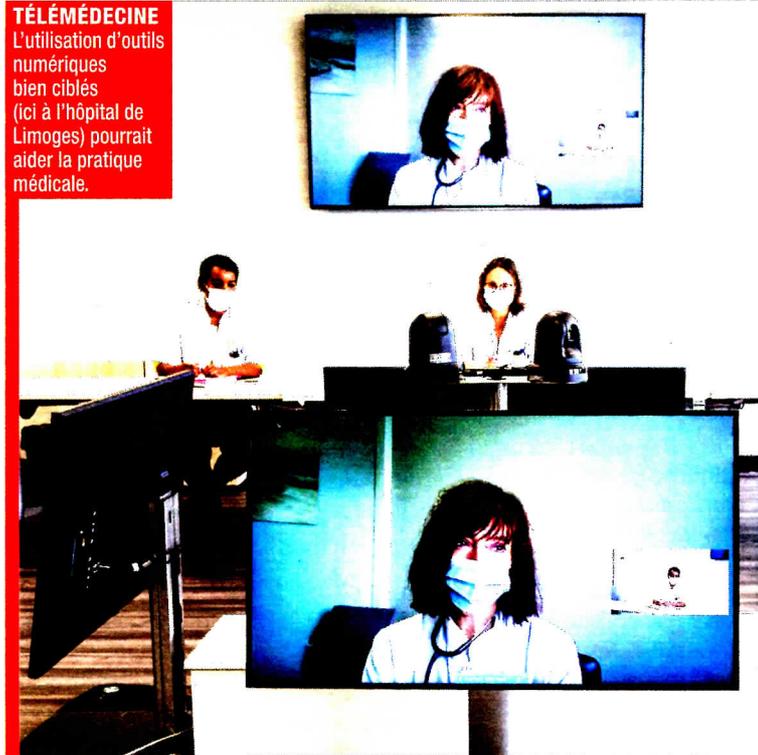
PROPOSITIONS

REDESSINER NOTRE CA

Aides financières, amélioration des conditions d'exercice, télémédecine pas au rabais... "Marianne" fait le point sur les solutions pour mieux répartir les médecins. **PAR MARGOT BRUNET**

Avec la suppression du numerus clausus en 2020, le gouvernement a pris le problème des déserts médicaux à la source. Le hic, c'est que cela ne permettra de faire augmenter le nombre de médecins que dans huit à dix ans. D'ici là, faire émerger de nouvelles blouses blanches tient de la mission impossible, et se reposer sur des praticiens étrangers ou retraités n'est qu'un mince pansement. Surtout, le problème repose davantage sur la répartition des médecins dans l'Hexagone. Comment attirer les jeunes diplômés dans des zones où la continuité des soins est menacée, alors qu'ils savent que l'exercice y sera probablement compliqué – une clientèle nombreuse, des horaires à rallonge et, parfois, un cadre de vie qui ne leur correspond pas ? Depuis une quinzaine d'années, les pouvoirs publics tentent différents dispositifs pour les attirer malgré tout. Les aides financières de tous types fleurissent : exonérations fiscales, chèque de 50 000 € après l'installation... Mais l'incitation pécuniaire ne marche pas. Seuls 16 % des médecins de moins de 40 ans voient dans cette carotte une source de motivation pour aller s'installer dans un désert médical. Non, les jeunes professionnels d'aujourd'hui veulent exercer en groupe et mettent les cadres de travail et de vie, pour eux et leur famille, au-dessus de toute autre

TÉLÉMÉDECINE
L'utilisation d'outils numériques bien ciblés (ici à l'hôpital de Limoges) pourrait aider la pratique médicale.



considération. Une équation difficile pour les pouvoirs publics : laisser à tous la liberté de poser sa plaque, mais les orienter dans des zones désertiques tout de même. Les solutions se comptent sur les doigts d'une main... Tour d'horizon.

FAVORISER L'EXERCICE EN COMMUN

Instaurées en 2008, les maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP) regroupent au moins deux généralistes et un paramédical dans un même établissement. Et, a priori, cela attire des praticiens. « C'est un outil attractif puissant auprès des jeunes médecins », analyse Guillaume Chevillard, géographe de la santé et auteur d'une étude sur le sujet. Il mentionne que

« les zones qui disposent de MSP évoluent plus favorablement quant à l'offre de soins, et elles permettent des premières installations de médecins généralistes ». En effet, pour 73 % des médecins généralistes de moins de 40 ans, la possibilité de créer ou d'intégrer un regroupement de professionnels de santé est motivante pour s'installer dans un territoire. Conclusion : ouvrir davantage que les 2 000 maisons déjà en fonctionnement. Pas si simple : les MSP peuvent finir par concentrer les professionnels de santé dans une communauté, au détriment d'autres. « Cela prive les plus petites communes de ressources. Certaines perdent, par exemple, leurs pharmaciens attirés par la MSP », regrette notamment le Dr William Joubert, président de l'Union nationale des professionnels de santé (UNPS).

ARTE SANITAIRE

ENCADRER LA LIBERTÉ D'INSTALLATION

Afin d'éviter de déshabiller Pierre pour habiller Paul, Dominique Dhumeaux, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), est catégorique : « *Il faut imposer le lieu d'installation plutôt que d'appâter.* » Depuis 2014, la Cour des comptes préconise de réguler ces installations en fonction des besoins de chaque zone. Au début de l'été 2021, des sénateurs proposent un conventionnement sélectif : il s'agit de ne plus permettre à un jeune médecin de s'installer dans un secteur où le besoin ne s'en fait pas sentir, sauf si un confrère part à la retraite. Habile – du moins sur le papier : au lieu d'obliger un jeune à pratiquer dans un désert, lui interdire d'ouvrir son cabinet dans une zone trop dense. Mais la limitation de la liberté fait très largement débat. « *En les forçant à exercer à un endroit, on rend le métier moins attractif et on risque de réduire l'effectif* », insiste notamment Jacques Battistoni, président du syndicat de médecins généralistes MG France.

ENCOURAGER LA VRAIE TÉLÉMÉDECINE

L'utilisation des outils numériques médicaux a explosé pendant la crise sanitaire. En plus de la téléconsultation classique (empreinte de limites), d'autres formes de télémédecine plus poussées émergent. « *En ophtalmologie,*

des cabines de consultation déterminent l'acuité visuelle et peuvent dépister les troubles ou pathologies visuelles avant une téléconsultation avec un médecin », nous explique Jean-Pascal Del Bano, médecin et cofondateur du site Le Guide santé. Outre ces cabines, des outils mobiles similaires permettent de mener des examens poussés. Mais, en plus de la perte du contact humain, important lors d'une consultation, certains actes ne peuvent pas être réalisés à distance, à l'instar des palpations ou encore des examens gynécologiques. En perspective, « *une médecine encore plus à deux vitesses* », redoute Dominique Dhumeaux. N'est-elle pas déjà là ?

LIBÉRER DU TEMPS MÉDICAL

Annoncé en 2018, le plan Ma santé 2022 crée la fonction d'assistant médical. L'objectif de ces nouveaux métiers : les rattacher à un seul ou plusieurs professionnels de santé pour libérer du temps au médecin. « *Ils peuvent gérer l'administratif et même une partie de la consultation, par exemple en pesant ou en prenant la tension des patients et en répondant à leurs questions* », décrit Jacques Battistoni. Cela pourrait motiver des médecins, les inciter à s'installer dans des zones sous-denses, puisqu'ils ne seraient alors pas forcés d'exercer seuls. Surtout, cela permettrait qu'un seul professionnel prenne

en charge davantage de patients. Certains acteurs souhaitent ainsi augmenter le nombre d'assistants médicaux en proposant, par exemple, des exonérations fiscales en cas d'embauche. Le gouvernement espère que 4 000 assistants soient en exercice d'ici à 2022.

OUVRIR LES ÉTUDES AUX NON-CITADINS

Si le numerus clausus a été supprimé, un autre problème persiste dans les cursus de médecine : les étudiants issus de classes sociales favorisées, et citadins, demeurent surreprésentés. « *Ils viennent de la ville et ne connaissent que ce mode de vie* », analyse Dominique Dhumeaux. Selon la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), la proximité des attaches familiales est un facteur de choix important du lieu d'exercice. D'où une prédilection pour les métropoles. Ainsi, en 2017, le Conseil économique, social et environnemental (Cese) préconise notamment de monter des filières de préparation aux métiers de la santé dans les lycées des zones sous-denses, ou encore d'y communiquer sur les bourses CESP (contrat d'engagement de service public). Entrées en vigueur en 2009, elles proposent aux étudiants en médecine une allocation mensuelle de 1 200 € s'ils s'engagent, pour deux ans au minimum, à s'installer dans une zone où la continuité des soins est menacée. ■

OFFRE D'ABONNEMENT
PAPIER + NUMÉRIQUE



1 €

le 1^{er} mois

puis 9,50€
tous les 4 numéros

SANS ENGAGEMENT

Découvrez nos offres sur

www.abo.marianne.net